



PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des politiques publiques

Section environnement et Guichet Unique ICPE

Arrêté préfectoral n° 58-2026-03-13-00001

portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société OMYA pour exploiter une carrière sur la commune d'Entrains-sur-Nohain

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 99-P-4356 du 3 décembre 1999 portant autorisation d'exploiter à la société OMYA une carrière sur la commune de Entrains-sur-Nohain sur une durée de 30 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2025-07-04-000004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** le rapport du 22 décembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 17 février 2026 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse du demandeur sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'activité relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées et est répertoriée aux rubriques 2510 (A), rubriques 2515 (A), 2517(E) de la nomenclature des installations classées ;

- CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999, susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la société OMYA portent sur la valorisation des argiles considérées comme stériles au moment de l'autorisation de la carrière ;
- CONSIDÉRANT** que la valorisation des argiles rentre dans le cadre d'une démarche « Éviter, Réduire, Compenser », en apportant un débouché au ciment bas carbone ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications de l'exploitation de la carrière envisagées par la société OMYA ne présentent pas un caractère substantiel ;
- CONSIDÉRANT** qu'eu égard aux caractéristiques du projet, il convient d'édicter des prescriptions complémentaires, en application du R. 181-46-II du code de l'environnement, dans le but de prévenir les impacts liés à ce projet ;
- CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient toutefois de préciser que l'installation exploitera également des argiles, et que les cotes finales du réaménagement sont modifiées ;
- CONSIDÉRANT** que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;
- SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Identification

La société OMYA, dont le siège social est situé 6 rue Pierre Séward à Omev (51240), qui est autorisée à exploiter une carrière de calcaire située Route de Ciez sur le territoire de la commune de Entrains-sur-Nohain (Nièvre), est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de la préfète de la Nièvre, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Technique de décapage

L'article 20.1 de l'arrêté préfectoral n° 99-P-4356 du 3 décembre 1999, susvisé, est ainsi remplacé :

« Le décapage des terrains superficiels doit être limité aux besoins du phasage de l'exploitation (de l'avancement des travaux d'extraction). »

Les terres doivent être stockées séparément pour leur utilisation lors de la remise en état.

Les stériles (argiles) peuvent faire l'objet d'extraction.

Le stockage des terres et stériles ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 5 mètres. »

Article 3 : Modalités de remise en état

L'article 24.2 de l'arrêté préfectoral n° 99-P-4356 du 3 décembre 1999, susvisé, est ainsi remplacé :

« Le rabattement de la nappe est interdit lors des opérations de remise en état.

La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site (installations de traitement, rampes d'accès, pistes de circulation...),*
- le remblayage sur 30 m en tête de talus le long de la RD 168 avec des matériaux de découverte,*
- le talutage des fronts à moins de 45° par rapport à l'horizontal avec une voie d'entretien des plantations tous les 10 m permettant le passage d'un tracteur agricole,*
- la mise en place d'une couche de terre de découverte d'au moins 50 cm sur les talus et en fond de fouilles,*
- la plantation d'espèces boisées conformes aux spécifications de l'ONF ou de la DDAF,*
- les cotes finales sont comprises entre 216 m NGF et 241 m NGF conformément au schéma en annexe ».*

Article 4 : Publicité et notification

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est notifié à la société OMYA.

Article 5 : Exécution

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- le sous-préfet de Clamecy,
- le maire d'Entrains-sur-Nohain,
- la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, dont une copie sera adressée au responsable de l'UID Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, au directeur départemental des territoires de la Nièvre, au délégué départemental de la Nièvre de l'agence régionale de santé et l'original transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **13 MARS 2026**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,

La Secrétaire Générale



Stéphanie PETITJEAN

Délais et voies de recours :

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

ANNEXE

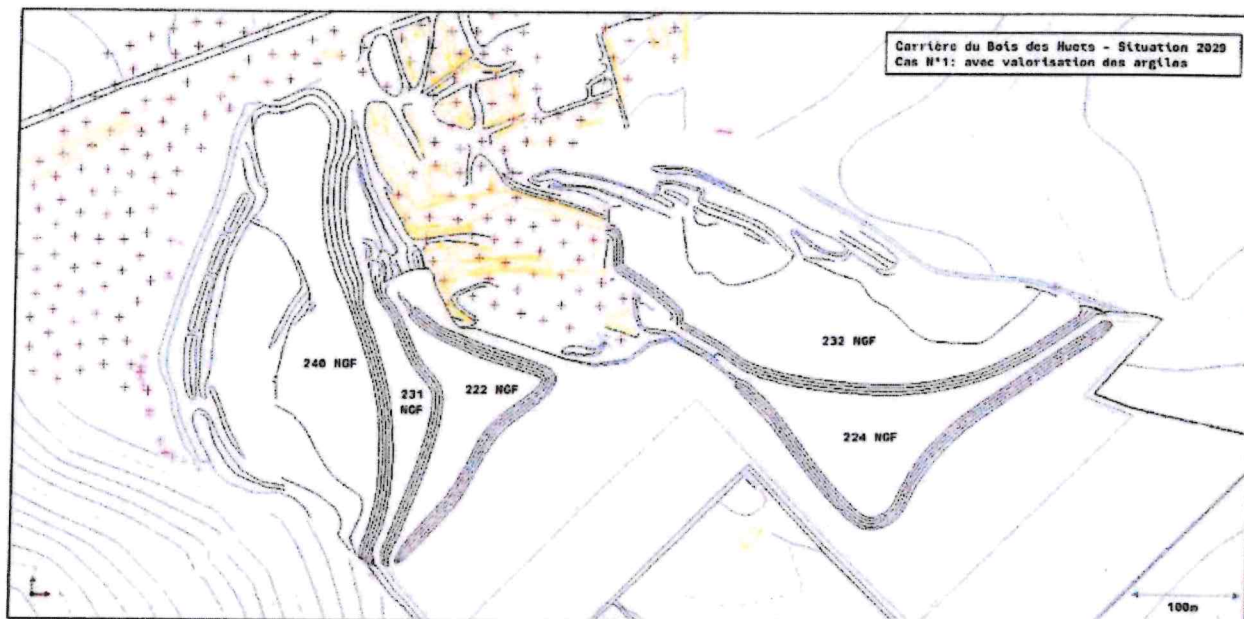


Fig. 1 : Projet de réaménagement de la carrière du bois des Huets si valorisation des argiles (situation 2029)

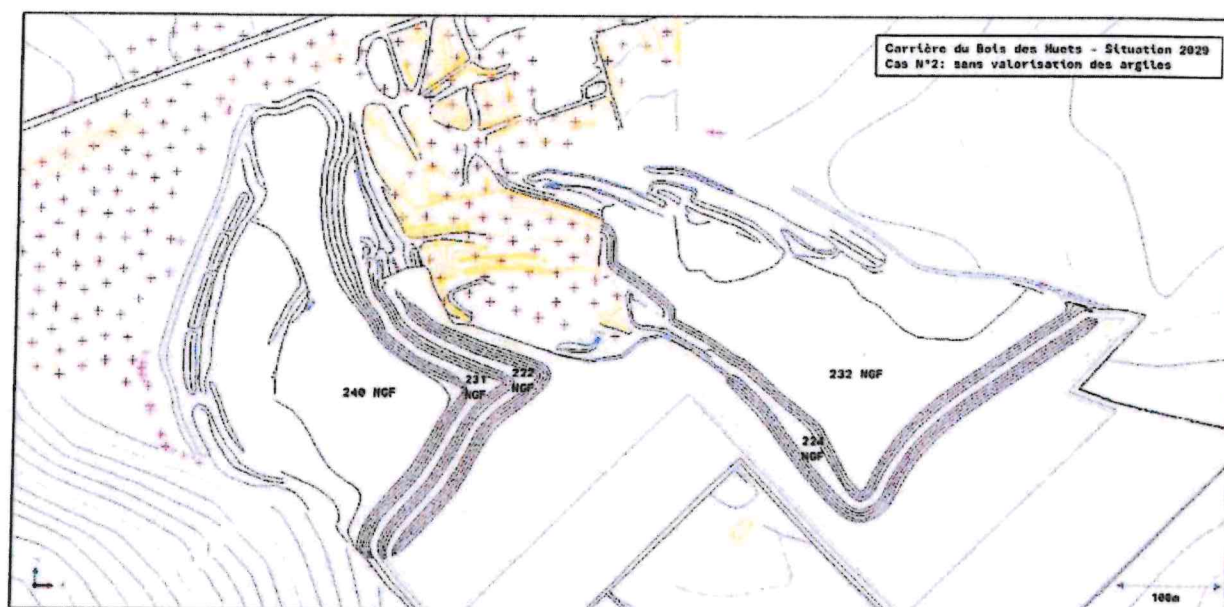


Fig. 2 : Projet de réaménagement de la carrière du bois des Huets sans valorisation des argiles (situation 2029)

Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Nevers le : 13 MARS 2026

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale

Stéphanie PETITJEAN

